

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
13 juin 2002
Français
Original: arabe

**Lettre datée du 11 juin 2002, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Iraq
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 11 juin 2002, que le Ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq, M. Naji Sabri, vous adresse au sujet des déclarations dans lesquelles les États-Unis menaçaient d'utiliser l'arme nucléaire contre un certain nombre d'États dont l'Iraq.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Mohammed A. **Al-Douri**



**Annexe à lettre datée du 11 juin 2002, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Iraq
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le 10 mars 2002, la presse américaine a publié, à la suite de fuites, des informations provenant d'un rapport secret du Ministère de la défense (le Pentagone) intitulé « Réévaluation de la situation nucléaire », qui indiquaient que l'administration du Président américain George Bush avait ordonné au Pentagone de préparer des plans d'urgence aux fins de l'emploi d'armes nucléaires contre la Chine, la Russie, l'Iraq, la Syrie, la Libye, l'Iran et la Corée du Nord et que le Pentagone avait soumis le rapport au Congrès le 8 janvier 2002. Par la suite, de hauts responsables américains avaient confirmé la véracité des informations contenues dans ce rapport.

Les mesures dont il est fait état ci-dessus contreviennent gravement aux buts et principes de l'Organisation des Nations Unies, au premier rang desquels figure le principe du maintien de la paix et de la sécurité internationales. En outre, elles réduisent à néant les efforts sans relâche que déploie l'ONU depuis plus de 50 ans en vue de parvenir au désarmement nucléaire, efforts qui ont commencé avec la première résolution adoptée par l'Assemblée générale, à sa première session, le 24 janvier 1946 [A/RES/1(I)] dans laquelle l'Assemblée avait prié les États « d'assurer le contrôle de l'énergie atomique dans la mesure nécessaire pour assurer son utilisation à des fins purement pacifiques », et qui ont récemment abouti à l'adoption par l'Assemblée générale d'un certain nombre de résolutions dont la résolution 56/24 N du 29 novembre 2001. Dans cette résolution, l'Assemblée générale avait souligné l'importance cruciale des mesures concrètes que devaient prendre les États non dotés d'armes nucléaires pour réduire leurs arsenaux nucléaires, diminuer le rôle des armes nucléaires dans les politiques en matière de sécurité afin de limiter au minimum le risque d'utilisation de ces armes et de faciliter le processus conduisant à leur élimination totale. L'Assemblée avait aussi souligné, dans cette même résolution, qu'il fallait que « tous les États dotés d'armes nucléaires » adoptent « des mesures en vue du désarmement nucléaire afin de promouvoir la stabilité internationale sur la base du principe de la sécurité non diminuée pour tous ». Enfin, dans sa résolution 56/25, adoptée le 29 novembre 2001, l'Assemblée avait réaffirmé que « tout emploi ou menace d'emploi des armes nucléaires constituerait une violation de la Charte des Nations Unies » et rappelé que « tous les États devraient participer activement aux efforts visant à instaurer, dans les relations internationales entre États, des conditions qui permettent de s'accorder sur un code de conduite pacifique des nations dans les affaires internationales et qui excluraient la possibilité de recourir à la menace ou à l'emploi d'armes nucléaires ».

Dans le cadre des efforts déployés au niveau international en vue d'interdire la menace ou l'emploi d'armes nucléaires et d'éliminer complètement ces armes de destruction massive, la Cour internationale de Justice a rendu, le 8 juillet 1996, un avis consultatif (document A/51/218), dans lequel elle indiquait (point 2.C) que « la menace de l'emploi de la force au moyen d'armes nucléaires qui serait contraire à l'article 2, paragraphe 4, de la Charte des Nations Unies » ... « et ne pourrait satisfaire à toutes les prescriptions de l'Article 51 » était illicite. En outre, la Cour a estimé au point 2.E du même avis que « la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait généralement contraire aux règles du droit international applicable dans les conflits armés et spécialement aux principes et règles du droit humanitaire ».

Le fait que les États-Unis aient menacé d'utiliser l'arme nucléaire contre des États non dotés d'armes nucléaires et parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) constitue un grave manquement aux obligations qui incombent aux États-Unis en vertu des résolutions 255 (1968) et 984 (1995) du Conseil de sécurité. C'est ainsi qu'au paragraphe 1 de la résolution 255 (1968), le Conseil « reconnaît qu'une agression avec emploi d'armes nucléaires ou la menace d'une telle agression à l'encontre d'un État non doté d'armes nucléaires créerait une situation dans laquelle le Conseil de sécurité et, au premier chef, tous ses membres permanents dotés d'armes nucléaires devraient agir immédiatement conformément à leurs obligations aux termes de la Charte des Nations Unies ». En outre, au paragraphe 3 de sa résolution 984 (1995), le Conseil « reconnaît en outre qu'en cas d'agression ou de menace d'agression avec emploi d'armes nucléaires contre un État non doté de telles armes qui est partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, tout État peut appeler immédiatement l'attention du Conseil de sécurité sur la question, de manière à permettre au Conseil de prendre des mesures urgentes afin de fournir, conformément à la Charte, une assistance à l'État victime de l'acte d'agression ou menacé d'une telle agression ».

Il importe également de rappeler que, dans un des documents de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement, l'Assemblée générale avait souligné que l'adoption de mesures efficaces dans le domaine du désarmement et de la prévention des conflits nucléaires était une question hautement prioritaire, et elle avait invité tous les États, notamment les États dotés d'armes nucléaires à oeuvrer en vue de prévenir l'utilisation d'armes nucléaires et d'empêcher les conflits nucléaires.

Un des principes immuables du droit international est que l'emploi d'armes nucléaires ou la menace de l'emploi de ces armes constitue une violation des règles juridiques qui régissent les relations internationales et de la Charte des Nations Unies, ainsi que la menace la plus grave pour l'humanité et pour la survie de la civilisation. En effet, c'est la première fois, depuis l'avènement de l'odieuse ère atomique, après que les États-Unis eurent utilisé des armes nucléaires contre deux villes japonaises, que l'humanité fait face concrètement à une menace réelle d'utilisation de l'arme atomique. On doit donc en conclure que les États-Unis ont renoncé à la stratégie de dissuasion nucléaire pour adopter une stratégie à dimension opérationnelle qui s'inscrit dans le cadre de leur politique de force brutale et d'hégémonie.

La communauté internationale et ses institutions et, au premier chef, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité sont priés instamment d'exprimer leur vive opposition à l'utilisation et à la menace d'utilisation des armes nucléaires qui servent d'instruments à la politique étrangère agressive des États-Unis, de proclamer leur attachement résolu aux processus de désarmement nucléaire, et de redoubler d'efforts de sorte que l'on puisse aboutir à la ratification d'un pacte international ayant force obligatoire qui interdise les armes nucléaires et donne aux États non dotés d'armes nucléaires des garanties de sécurité permettant de prévenir l'emploi ou la menace de l'emploi de ces armes et, à terme, de les éliminer complètement.

Le Ministre des affaires étrangères
de la République d'Iraq
(*Signé*) Naji **Sabri**